

Point d'actualité SDRIF

DRIEE/ SDDTE / 7 Octobre 2011

Le SDRIF actuellement en vigueur est le SDRIF de 1994, le projet de SDRIF adopté par le conseil régional en 2008 n'ayant pas été approuvé par l'Etat suite à un avis défavorable du Conseil d'Etat.

La loi n° 2011-665 du 15 Juin 2011 visant à faciliter la mise en chantier des projets des collectivités locales d'Ile de France précise que le décret du 24 Août 2011 relatif au réseau Grand Paris vaut nouvelle mise en révision du SDRIF. Sur un plan strictement juridique, la nouvelle révision doit répondre à la fois aux insuffisances du projet de 2008 constatées par le Conseil d'Etat et s'inscrire dans le nouveau cadre juridique issu du vote des lois Grenelle et Grand Paris.

Le projet de SDRIF 2008 est donc entré en révision fin Août 2011, et devrait être approuvé au plus tard fin 2013.

Par ailleurs la loi du 15 Juin 2011 offre la possibilité aux collectivités de se référer au projet de SDRIF de 2008 pour les projets de modification ou de révision de leur document d'urbanisme (SCOT, PLU ou document en tenant lieu et cartes communales), sous 2 conditions :

- les dispositions invoquées du projet de SDRIF 2008 ne doivent pas être contraires à la loi du 3 juin 2010 relatif au Grand Paris
- d'autre part, le projet de modification ou de révision doit être compatible avec le projet de SDRIF 2008.

La loi introduit donc la possibilité de déroger aux dispositions du SDRIF de 1994, seul document actuellement en vigueur. Cette dérogation s'applique jusqu'à la première approbation d'un schéma directeur de la région d'Ile-de-France et au plus tard le 31 décembre 2013.

Du point de vue de l'environnement, la révision du SDRIF devra prendre en compte des nouvelles planifications introduites par les Lois Grenelle:

- de l'élaboration du Schéma Régional des Cohérences Ecologiques (le SRCE doit être pris en compte dans les documents de planification)
- de l'élaboration du Schéma Régional Climat Air Energie et des Plans Climat Energie Territoriaux (pas de lien juridique direct avec le SDRIF)
- du Plan de Gestion du risque inondation devant être établi à l'horizon 2016 (le SDRIF doit être compatible avec le PGRI)

La question de l'articulation avec le SDAGE, qui s'impose aux mêmes documents que le SDRIF, se pose également.

Enfin, le SDRIF est soumis à évaluation environnementale stratégique, et avis de l'Autorité Environnementale du CGEDD.

Par ailleurs, la loi Grand Paris devra être prise en compte à différents points de vue :

- Réseau de transport : Le projet de SDRIF 2008 s'appuyait sur le projet Arc Express qui constituait l'« épine dorsale qui structure le projet spatial pour le cœur d'agglomération ». Or, suite à la loi Grand Paris et au protocole d'accord du 26 janvier 2011 issu des deux débats publics, Arc Express et Grand Paris, il a été décidé de retenir le réseau Grand Paris Express. L'ensemble du projet régional est donc à repenser en fonction de ce nouveau projet de transport, qui diffère dans ses objectifs et ses principales caractéristiques, et qui conditionnera les secteurs d'aménagement, en matière de logement et d'activité économique.
- Contrats de développement territoriaux : ces nouveaux outils d'aménagements, introduits par la Loi Grand Paris, n'ont pas de lien juridiques avec le SDRIF mais ils devront être pris en compte dans le cadre de sa révision.
- Le nombre de logements : l'objectif annuel de construction de logements a été porté à 70 000 logements dans le cadre du Grand Paris (pour 60 000 dans le projet de SDRIF 2008) ;